

Pour un communisme de conquêtes, la base commune (p. 3)



Vidéo

Retraites agricoles :
le député
communiste
Julien Brugerolles
veut réparer une
injustice historique

Echos du congrès de la CGT

(p. 4)

Pirates

Les Américains sont des pirates. Désireux d'étrangler Cuba, ils menacent les entreprises étrangères qui ont le front de coopérer avec l'île communiste. Leur méthode est simple comme le gangstérisme : ils intimident ces compagnies, les virent de l'île ou les rachètent à bas prix. En mai, ils ont chassé de La Havane le transporteur CMA CGM. Cette semaine ils viennent de mettre la main sur une société canadienne du nickel et du cobalt. Et demain ? Ce sera peut-être le cas de Pernod Ricard et des rhums « Havana club » ? ou de LVMH et son « Éminente » ? Que dit la France devant ce scandale ? Le Quai se couche. Le ministre manque d'idées. On lui en propose une, histoire de montrer à Trump qu'à Paris on a des valeurs : inviter les Cubains à participer au défilé du 14 Juillet... ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

J'ACCUSE!



Chantal Montellier 026

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

11 juin, à partir de 14 h : Rassemblement pour Cuba devant l'Assemblée nationale (75007)

13 juin, à partir de 9 h 30 : Fête de la section de Rodez : débats, apéritif et repas cubain (15 €). Salle d'animation, Luc-la-Primaube (12)

21 juin, à partir de 17 h : Fête de la Musique à la fédération de Savoie, à l'issue du congrès départemental : venez rencontrer la nouvelle direction ! 326 avenue Alsace Lorraine, Chambéry (73)

26 & 27 juin : Fête du Travailleur Alpin (38)

27 juin, à partir de 10 h : Fête de la Marseillaise 05 : débats, concerts, bar, restauration... Entrée à prix libre. Salle 750, La Bâtie-Neuve (05)

27 juin, à partir de 16 h : Fête de la Saint-Jean du PCF 19^e. Place des Fêtes (75019)

27 juin, à partir de 18 h : La section José Marti de Pignan organise sa fête de section ! Au programme : débat politique, rencontre avec diverses associations progressistes et culturelles, buvette, repas sur réservation au 0670521932. La soirée sera animée par le groupe musical de la Jeunesse communiste. Maison du tennis, à côté de la salle du bicentenaire, Pignan (34)

5 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bresles ! Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements et réservations : 06 85 15 37 80. La Neuville-en-Huez (60)

6 septembre : Envie de paix et d'humanité, 5^e édition : Jeux pour enfants, Marché poétique pour la paix, Présence de 20 stands d'organisations, Intervention des villes pour la paix, Débat sur l'indépendance de la presse face aux milliardaires,

Débat sur les 80 ans des ordonnances de 1946 sur la Sécurité sociale, Banquet populaire 100 % bio 100 % fait maison, Solidarité internationale en poésie et musique avec le peuple palestinien, Concert rock déjanté avec Bijou Box, DJ accroc la paix avec les JC. Nestier (65)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrioine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.



Merci de votre mobilisation

Je voulais, par ce message, vous remercier toutes et tous chaleureusement pour votre mobilisation de ce week-end qui démontre, une fois de plus, la vitalité démocratique de notre Parti.

Nous avons été près de 25 000 à participer au scrutin et c'est une belle réussite. Aucune autre force à gauche n'est capable de mobiliser autant de militantes et de militants pour un scrutin de ce type.

Avec 66 % de votants, la participation est même l'une des deux plus fortes de ces 20 dernières années ! Cela montre bien que les communistes ont parfaitement compris les enjeux liés au texte de base commune qui leur était présenté, ce qui donne d'autant plus de force et de poids au choix majoritaire exprimé ce week-end.

En effet, avec plus de 61 % pour le texte « Pour un communisme de conquêtes » présenté par la direction nationale, les communistes envoient un signal clair, important : ils affirment leur volonté d'aller de l'avant, de poursuivre le chemin engagé depuis le 38^e et le 39^e Congrès ; celui d'avoir un parti solide, combatif, actif sur la scène politique nationale et engagé dans toutes les luttes ; un parti en conquêtes pour des avancées sociales, démocratiques mais aussi au cœur de toutes les batailles électorales.

Merci et bravo pour ce message clair que vous avez choisi d'exprimer.

Lors des débats, les communistes ont aussi fait part de leur attentes, de leurs souhaits d'amender, d'enrichir la base commune et de pouvoir engager les batailles à venir en étant unis et rassemblés.

C'est la nouvelle phase de notre congrès qui s'ouvre maintenant.

Pour cela, j'invite chacune et chacun, quel qu'il ait été son vote, à s'inscrire pleinement dans la nouvelle étape qui s'ouvre avec les congrès locaux et départementaux et à enrichir, jusqu'au Congrès de Lille, cette base commune qui est désormais celle de tous les communistes.

Nous avons d'immenses défis à relever. Pour les affronter nous avons besoin d'un Parti communiste solide, avec une organisation renforcée pour une action de proximité au cœur des lieux de travail et de vie de nos concitoyennes et concitoyens ; un Parti avec des orientations politiques clarifiées et une direction en capacité d'animer de grandes batailles dont celles des présidentielles et législatives à venir. Soyons prêts à nous adresser largement à tous nos concitoyens pour mener ces batailles et empêcher l'extrême droite de l'emporter.

Nous avons devant nous un mois ou presque pour amender le texte, renforcer ses contenus tout en respectant les orientations validées majoritairement. Je sais que chacune et chacun aura à cœur d'y par-



INSCRITS : 37 286

VOTANTS : 24 608

PARTICIPATION : 66,00 %

BLANCS ET NULS : 481

EXPRIMÉS : 24127 | 98,05 %

TEXTE DU CN : 14810 | 61,38 %

OFFENSIVE : 6117 | 25,35%

STRATÉGIE : 1833 | 7,60 %

RÉSISTER ET CONSTRUIRE : 1367 | 5,67 %

ticiper pour que nous fassions, ensemble, de ce 40^e Congrès un grand moment d'unité pour notre parti. Je sais pouvoir compter sur chacune et chacun d'entre vous comme vous pourrez compter une nouvelle fois sur moi pour le mandat qui s'ouvre. ✪

Fabien Roussel



Congrès de la CGT : 120 ans et toutes ses dents

Toujours mordante la confédération syndicale plus que centenaire qui tenait son 54e congrès ! Réunis à Tours, les délégués des organisations territoriales et des fédérations professionnelles ont passé à nouveau le cap symbolique des 600 000 syndiqué-e-s. Entre deux congrès, ils et elles ont été 140 000 à rejoindre la CGT, avec un apport massif au moment de la grande mobilisation contre la réforme des retraites Macron. La confédération considère avoir empêché le gouvernement de tourner la page et indique sa pleine détermination à obtenir le retrait de la réforme appuyée par une majorité de Français, 61 %, qui disent « vouloir revenir à la retraite à 62 ans ».

Une confédération qui réfléchit, dans les textes comme au micro du congrès, à tirer les leçons de la mobilisation, à s'appuyer sur ses réussites pour dépasser ses limites. C'est dans une ambiance apaisée, avec des débats sincères, parfois vifs mais toujours fraternels, que s'est tenu le 54e congrès, à mille lieues des tensions qui avaient pu marquer le 53e. Et une confédération déterminée à être sur tous les fronts dès qu'ils concernent travailleuses et travailleurs.

Ainsi le moment suspendu offert par les musiciens de l'orchestre philharmonique du Centre-Val-de-Loire qui viennent d'obtenir leur passage en CDI, dans la lutte !

Ainsi ce grand moment de solidarité internationale acclamé par le congrès qui a vu se succéder en tribune des responsables syndicaux burkinabés, palestiniens, de République démocratique du Congo, et d'autres encore pour dire non aux menaces faites à Cuba et aux guerres.

Une solidarité internationale fondatrice pour les organisations syndicales après que la Déclaration de Philadelphie, adoptée le 10 mai 1944 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail (OIT), a déclaré qu'« une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale ».

Un congrès accueillant 109 syndicalistes invités, venus de 69 pays, contribuant à la réflexion sur la lutte contre la poussée de l'extrême droite, avec un meeting de l'Internationale ouvrière contre l'extrême droite au cœur du congrès.

Dans un rapport d'introduction très complet, la secrétaire générale de la CGT s'est employée à faire le lien entre la rapacité d'un capitalisme en pleine mutation et les situations de déclasserement vécues par les travailleuses et travailleurs. Rappelant à la fois les luttes victorieuses ayant pu être arrachées par la CGT, les points durs mais aussi la répression antisyndicale d'un niveau inédit.

Sophie Binet a aussi voulu interpeller directement les représentants des partis politiques qui se sont succédé sur les deux premières journées avec Fabien Roussel, Olivier Faure, Marine Tondelier ou Manuel Bompard (Fabien Roussel conduisant une délégation du PCF alternée sur deux jours avec le président de groupe à l'Assemblée nationale Stéphane Peu, le responsable des relations avec les syndicats Aymeric Seassau, la responsable Europe Charlotte Balaivoine et le trésorier Christophe Grassullo).

Pour la secrétaire générale, la CGT se refuse à toute instrumentalisation politique et affirme que la confédération ne sera jamais neutre. Elle a invité à tourner résolument la



page de 10 ans de macronisme et à empêcher toute victoire de l'extrême droite « par l'unité, par la mobilisation, et grâce à des perspectives sociales fortes » prenant appui sur les 90 ans du Front populaire. Elle a ainsi proposé 3 axes prioritaires : La socialisation des richesses, la transformation du modèle productif, la démocratisation du travail.

Une invitation au dialogue prise au mot par Fabien Roussel qui a aussitôt invité la secrétaire générale de la CGT au 40e congrès pour pouvoir répondre pour le PCF aux messages qui ont été adressés aux forces politiques de gauche et à leurs candidat-e-s à la présidentielle.

Une chose est sûre, dans le combat social comme dans les grandes questions qui sont posées au pays, il faudra compter ces prochaines années sur une CGT combative ! ✪

Aymeric Seassau
membre du CEN

La remontada d'une « petite » fédé

En Meuse, une préparation entamée de longue date, dès la fin du 39^e congrès 2023, l'an 1 du renouveau pour notre département.

Au moment du 39^e congrès, la situation du Parti en Meuse n'avait rien de très reluisante. Des effectifs s'effilochant au fil du temps, une moyenne d'âge élevée, une activité atone, une motivation durement impactée par l'actualité bien sûr, mais aussi par un lien militant distendu du fait de la dispersion géographique, du fait de la raréfaction des engagements individuels, du fait de la paupérisation lente mais prégnante des camarades, souvent retraité-e-s, quelquefois salarié-e-s, toujours avec un petit revenu et une mobilité de plus en plus coûteuse, du fait d'une sorte de lassitude triste devant ces courbes toutes descendantes.

Dans un département, rappelons-le, votant massivement à droite et à l'extrême droite deux députés RN sur les deux sièges disponibles depuis les dernières législatives. Une population peu urbanisée et sur la défensive, qui se fourvoie majoritairement vers cette radicalité populiste ou l'abstention et le repli sur soi. On lâche prise pour moins que ça ! D'ailleurs, depuis bien des années, notre fédération n'envoie plus personne au congrès du Parti. On pourrait imaginer le fil du temps qui aurait depuis accentué ce marasme, jusqu'à dissoudre toute présence communiste sur le département.

Mais, enfin ! C'est bien à Varennes-en-Argonne, en Meuse, que le maître de poste Drouet arrêta en juin 1791 le carrosse d'un Roi, imprimant à notre Histoire un chemin bien plus révolutionnaire qu'il ne l'était avant cela. Et faut-il parler aussi de Verdun ?

Juillet 2026. C'est à n'y plus rien comprendre... Deux délégués se proposent pour représenter les communistes meusiens à Lille. Le congrès donne lieu à des débats animés et mobilise efficacement les adhérent-e-s dans nos sections. Nous avons réussi, pour ce 40^e congrès, à remettre en place des discussions, des débats entre camarades au fur et à mesure que les textes alternatifs apparaissent. Il faut s'y prendre bien avant l'envoi du livret pour notre département où nous sommes si éloignés les uns des autres. Autant pour amener les discussions que pour l'impact financier. Il faut envoyer le nécessaire à nos camarades pour voter dans les règles, vu que beaucoup votent par correspondance. Que diable s'est-il passé entre ces deux congrès ?

Reculons à nouveau de 3 années : au sortir du mois d'avril 2023, le Parti amorce une phase supplémentaire dans sa mue. Pour nous, cela se concrétise par une direction fédérale plus jeune (à peine 40 ans pour le secrétaire fédéral, autant dire un nouveau-né pour les vieux ballons que nous sommes). Un travail méthodique est mené, avec l'obsession de reconstruire une organisation efficiente, de réagréger des éléments dispersés ; des effectifs à remonter, certes, mais aussi et surtout une soif d'actes, d'initiatives impactant la vie des habitants. Coûte que coûte retisser du lien, entre communistes et avec la population. Redevenir visibles. Du concret, du palpable. Redonner de l'envie à nos camarades dans une période si difficile fut déjà un travail conséquent de notre fédération.

Aujourd'hui, le 40^e congrès est saisi comme le reste pour mobiliser, pour impulser le désir de comprendre, d'analyser, d'échanger, de regagner en clairvoyance dans le dense brouillage politique et médiatique. Pour se réaccaparer les réalités de nos territoires afin d'être au plus proche, tout contre ce qui bouleverse les gens, les font rager ou les inquiète. Un moment important, décisif, et une opportunité de se réunir encore plus, de débattre et d'en parler, de dire l'utilité d'avoir un parti qui sait faire ça, pose l'équation comme personne d'autre ne le fait. En éveillant la conscience de classe, rien que ça ! La fierté aussi d'être singulier quand on est communiste, et ce n'est pas un détail.

Parmi d'autres initiatives depuis 2023, la création d'un journal de section il y a un an sur Bar-le-Duc, la ville-préfecture, *L'Artichaut*. Un ovni dans le ciel de la gauche locale, qui se tait depuis tant de temps ou qui baragouine des paroles transparentes à des habitants désabusés.

La réinvention du catalyseur, c'est bien l'intention qu'ont eu les communistes barisiens. Faire le buzz avec un titre surprenant, un brin comique, « coluchien », associé à une volonté de partir du vécu, du territoire, et la politique vient au fil. La popularité de la feuille de chou monte au gré des numéros qui sortent. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas de la prose qui tombe d'en haut, mais qui prend appui sur le vécu direct : sûr moyen d'éveiller l'intérêt.



Coup double : motivation en hausse, et nous sommes plus regardés car plus visibles, et *l'Artichaut*, ce drôle de légume, s'effeuille chaque trimestre dans les boîtes aux lettres, sur le marché et sur la « toile ». « Le seul plat que quand t'as fini de manger, t'en as plus dans ton assiette que quand t'as commencé. » Visibilité, motivation, renforcement : ça fonctionne. Au suivant ?

Oui, ces trois années ont vu l'organisation s'étoffer, les communistes se parler à nouveau, se rencontrer plus souvent, décider d'actions en concertation. Se sentir plus investis, utiles, écoutés. Le tissu se refait, les liens s'étendent, hésitants certes, dans un contexte politique difficile, mais obstinément, avec méthode.

Ce n'est pas toujours facile, notre fédération connaît comme partout beaucoup de difficultés, ne serait-ce que la menace de voir l'état de nos finances nous contraindre à vendre le siège fédéral à Verdun, et le risque que cela engendrera de perdre l'atout d'un lieu physique pour se retrouver. C'est toujours la même histoire, colonne de gauche, ce qui va, colonne de droite...

Mais on avance, et nous allons continuer, comptant bien sur ce congrès décisif pour nous donner une dynamique supplémentaire. Augmenter notre visibilité, renforcer nos rangs pour devenir un outil politique efficace. 🍷

Hervé Granger, Patrick Séchas

Séance d'initiative parlementaire ou « niche »

Les « niches » (instaurées par la loi constitutionnelle du 4 août 1995) autorisent les groupes politiques à déterminer l'ordre du jour.

Objectif des niches : exposer ses choix politiques : 40 annuités, directive Bolkestein, suppression du mot race, encadrer les rémunérations d'entreprises ; interdiction des licenciements boursiers. Faire voter des textes considérés comme utiles à la société, ex. : revalorisation pensions retraites agricoles.

Les groupes d'opposition et minoritaires bénéficient d'une journée par mois réservée à un ordre du jour fixé par eux. Ces séances sont réparties entre les groupes d'opposition et minoritaires en fonction de leur importance numérique, chacun de ces groupes disposant de trois séances au moins par session ordinaire.

Le nombre de niches attribué à chaque groupe dépend du nombre de groupes. Sous cette législature, 11 groupes sont constitués : il y a une niche par groupe ; mais par exemple, sous la 14^{ème} législature (2012-2017), 6 groupes ; LR (Les Républicains) ont eu 5 jours répartis durant la session ordinaire.

Le groupe communiste depuis plusieurs législatures n'a qu'une seule journée.

Le groupe majoritaire ne dispose pas de niches. LREM inscrivait ses textes dans la semaine de l'Assemblée : une semaine de séance sur quatre « est réservée par priorité » au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques. Jusqu'en 2022, ne disposant plus de la majorité absolue, la Conférence des présidents a introduit la possibilité d'avoir des textes transpartisans dans cette semaine.

Il arrive de plus en plus souvent que le groupe majoritaire profite d'une niche d'un autre groupe dans l'opposition ou minoritaire pour inscrire lors de la semaine de l'Assemblée un texte qui soit n'a pas été débattu par manque de temps, soit un texte dont il faut poursuivre la navette. De même, il est fréquent qu'un groupe appartenant à la majorité inscrive dans sa niche un texte qui est en réalité une « commande » du gouvernement via le groupe majoritaire.

Exemple : texte de la niche UDI décembre 2017 adopté : « Bonne application du régime d'asile européen ». Le groupe GDR avait voté contre. Examiné au Sénat en janvier 2018 en 1^{ère} lecture, une 2^{ème} lecture à l'Assemblée en février 2018 lors de la semaine de l'Assemblée et promulguée en mars 2018.

Niche Modem : janvier 2024 : « Généralisation du contrat à durée indéterminée à des fins d'employabilité ». Le groupe GDR avait voté contre. Examiné au Sénat en novembre 24 et promulguée le même mois.

Quels sont les textes qui peuvent être déposés :

- Proposition de loi qui comprend parties : Un exposé des motifs qui développe les arguments de l'auteur à l'appui de la modification législative ou des dispositions nouvelles qu'il propose, le dispositif rédigé en articles. Elles sont attachées à une commission et les députés peuvent déposer des amendements. C'est le texte de la commission qui sera examiné en séance.

Particularité des propositions de loi : il n'y a pas d'étude d'impact. En effet, tous les projets de loi sont accompagnés d'une étude d'impact, réalisée par le Gouvernement, définissant les objectifs poursuivis, l'état actuel du droit dans le domaine visé, l'articulation du projet avec le droit européen, l'évaluation des conséquences économiques, financières, sociales et environnementales des dispositions du projet et les modalités d'application envisagées ainsi que leurs conséquences.

- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

- Proposition de résolution déposée en application de l'article 34-1 de la Constitution : l'Assemblée émet un avis sur une question déterminée.

- Proposition de résolutions européennes : elles expriment la position des députés sur des textes européens en discussion ou sur des thématiques plus générales liées à l'activité de l'Union.

S'il n'y a pas de délais de dépôt pour les propositions de résolutions, les propositions de loi doivent être déposées 6 semaines avant leur examen en séance, ce qui ne permet

pas de « coller » à l'actualité.

Jusqu'en octobre 2025 l'ordre du jour des textes qu'un groupe inscrivait dans sa niche était déposé 4 semaines avant la séance. Lors de la niche RN d'octobre 2025, la Conférence des Présidents a dérogé à cette règle en autorisant la modification de l'ordre de passage, faisant ainsi jurisprudence pour les autres niches. Ainsi la proposition de résolution, « visant à dénoncer les accords franco-algériens du 27 décembre 1968 » qui était en 4^{ème} position a été remontée en 1^{ère} position. ❖



Réécriture de l'histoire : le PCF ne lâche rien à Béziers !

Le 27 mai dernier, le maire de Béziers Robert Ménard a inauguré une statue de Victor Jara, place du 14-Juillet à Béziers, dans le cadre de la journée nationale de la Résistance. Cet hommage avait pour but, je cite : « d'honorer la mémoire et l'engagement du poète et chanteur chilien Victor Jara, assassiné en 1973 sous la dictature de Pinochet ». C'était surtout l'occasion, pour le populiste Robert Ménard, d'occulter le parcours politique de Victor Jara, militant communiste, pour la résumer à une carrière de chanteur populaire.

La section PCF de Béziers, habituée à la réécriture constante de l'histoire par le Maire de Béziers, a donc organisé son propre hommage le même jour avec la CGT, France Cuba, l'ARAC Béziers et l'Association des ex-prisonniers politiques chiliens en France.

Victor Jara était certes un poète et un chanteur, mais avant tout un militant du Parti communiste chilien et une des voix de la révolution qui ont amené Salvador Allende au pouvoir au Chili. Deux bonnes raisons pour les militaires putschistes du dictateur Pinochet de faire taire celui qui « ne chantait pas pour chanter », pour reprendre ses propres mots.

« Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde. Ne pas les nommer, c'est nier

notre humanité », a écrit Albert Camus.

Avec l'élection présidentielle de 2027 qui se profile à l'horizon, la question de l'histoire va inévitablement devenir un enjeu central du débat politique. Les partis d'extrême droite, déjà bien rodés à l'exercice, ont d'ores et déjà commencé à distiller leurs récits biaisés dans le débat public. Le RN, par exemple, multiplie les références à une France mythifiée, « fille aînée de l'Église » et éternelle victime des invasions étrangères, et Robert Ménard, élu en 2014 avec le soutien du Front national, en est le premier porte-parole, dans sa version locale biterroise.

Les communistes ne doivent pas laisser l'extrême droite s'appropriier le récit historique en gagnant la bataille pour la vérité ! Le temps presse, car chaque jour qui passe sans résistance active, c'est un peu plus de terrain perdu dans la bataille ! ✪

Jean-Marc Biau

VICTOR JARA

chanteur communiste chilien assassiné par la dictature en 1973



**INAUGURATION DU BUSTE
MERCREDI 27 MAI - 12H30
PLACE DU 14 JUILLET**



1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

8/14 juin 1936 (23) **On fête la victoire**

Au fil des jours se multiplient les grèves et les communiqués de victoire. Ce mot de victoire d'ailleurs revient comme un leitmotiv dans les titres de *l'Humanité* tout au long de la semaine. « Encore des victoires ! » (9/6), « Toujours des victoires ! » (10/6), « Victoires ouvrières ! » (13/6). La joie ouvrière se montre ; on danse dans les usines occupées. On prend la pause pour ces photos de détente et de joie : on y voit des travailleurs jouant aux cartes ou se faisant couper les cheveux ! Dimanche 14 juin, le rassemblement communiste au stade Buffalo (on parle de 120 000 personnes) est encore un moment de fête.

À peine en place, le gouvernement met en application des éléments de son programme. Le 11 juin le Parlement adopte les lois sur la semaine de 40 heures, les conventions collectives, les congés payés.

Ce même jour, Thorez prononce un long discours, tout à fait essentiel, devant « l'assemblée d'information des communistes de la région parisienne » (voir *l'Humanité* du 13/6). Il détaille les caractéristiques du mouvement gréviste, salue l'accord de Matignon, trouve cependant que le compte n'y est pas côté salaires, évoque la démocratie ouvrière, le rôle des syndicats (et des militants communistes) ; il déclare : « S'il est important de bien conduire un mouvement revendicatif, il faut aussi savoir le ter-



miner. » Il n'est pas question de prendre le pouvoir, insiste-t-il, pas question de considérer que « tout est possible » (la ligne du socialiste Pivert) ; il argumente contre « les tendances gauchistes », il montre aussi du doigt « le citoyen Salengro », le nouveau ministre de l'Intérieur qui utiliserait un peu trop ses forces de police contre les manifestants ouvriers et pas assez contre les ligues fascistes ; il se félicite du poids du journal *l'Humanité* (dont les ventes peuvent atteindre 750 000 exemplaires) et du PCF (près de 150 000 adhérents).

À noter la tenue à Alger du « Congrès musulman algérien » qui a « acclamé l'union pour le pain, la

paix et la liberté des peuples français et algérien ». Les communistes en sont partie prenante. Côté faits divers, on parle beaucoup du duo Carbone et Spirito, deux célèbres gangsters, à la fois hommes de main anticommunistes (à Marseille notamment) et trafiquants (de drogue) notoires ; leurs méfaits inspireront, en partie, plus tard, le film *Borsalino*.

À l'internationale, présentation de la nouvelle Constitution de l'URSS que *l'Humanité* qualifie de « constitution la plus démocratique au monde. » ❖

Gérard Streiff

Le carré rouge **À la mémoire des victimes** **du 8 février 1962 (21)**

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Le 8 février 1962, une manifestation contre la guerre d'Algérie et les attentats commis par l'OAS a lieu à l'appel des partis de gauche et des syndicats. La manifestation est interdite et le préfet de police Papon déploie d'importantes forces de police. Pour échapper à la violence policière, des manifestants descendent les marches de la station de métro Charonne, mais les grilles sont fermées ; c'est par étouffement ou infarctus que neuf d'entre eux vont perdre la vie et une centaine d'autres vont être gravement blessés.

Le monument est à la fois une sépulture pour quatre des victimes, Suzanne Martorell, Jean-Pierre Bernard, Daniel Féry et Raymond Wintgens, et un cénotaphe pour les six autres victimes inhumés près de leur famille.

Daniel Féry 1946-1962. Employé à la Société d'expédition et de routage de presse (SERP), membre du syndicat CGT des cadres et employés de presse et des Jeunesses communistes.

Jean-Pierre Bernard 1931-1962. Employé dessinateur des télécommunications ; membre de la commission exécutive du syndicat CGT des télécommunications de la Seine, militant du PCF.

Suzanne Martorell 1926-1962. Employée à la SERP (Société d'expédition et de routage de presse),

membre du syndicat CGT des cadres et employés de presse ; militante du PCF.

Raymond Wintgens 1918-1962. Conducteur typographe militant pour la paix en Algérie.

Anne-Claude Godeau 1938-1962. Employée des chèques postaux ; militante de la CGT et du PCF. Elle fut inhumée à Nantes, 25 000 personnes accompagnèrent ses obsèques à l'appel des Unions départementales CGT, FO, CFTC, FEN, ainsi que du PCF, de la SFIO, du PSU, du SGEN et des instituteurs CFTC, de l'UNEF et du Comité des étudiants. Des "clubs" Anne-Claude Godeau se créèrent à Berlin et à Moscou.

Fanny Dewerpe née Kapciuch 1931-1962. Secrétaire-dactylographe ; militante du PCF de Paris. Elle fut inhumée à Montfermeil.

Édouard Lemarchand 1921-1962. Apprenti menuisier. Arrêté et conduit en Allemagne parce que réfractaire au STO. À son retour il adhère au PCF et participe aux luttes anticoloniales, contre les guerres de Corée, d'Indochine et d'Algérie. Il devient employé à la SERP. Il est inhumé à Amboise.

Hypolyte Pina 1903-1962. Ouvrier du Bâtiment ; militant du PCF, animateur du Comité de défense de *l'Humanité* (CDH) de Gagny. Volontaire des Brigades internationales et FTP durant la Résistance.



Maurice Pochard 1914-1962. Permanent de l'Union locale CGT d'Asnières.

Sur la dalle il y a une plaque des Vaillants et des Vaillantes de Drancy en hommage à Daniel Féry Le 13 février 1962, jour des obsèques, les organisations syndicales appellent à un arrêt national de travail d'une demi-journée. Un million de personnes, dans un profond silence, rendent hommage aux victimes, de la Bourse du Travail, place de la République, jusqu'au cimetière du Père-Lachaise. 🇫🇷

Gérard Pellois

Contre Parcoursup et Mon Master, planifions

À partir des 2 et 3 juin, des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants ont découvert les réponses à leurs candidatures sur Parcoursup et Mon Master. Pour beaucoup, cette période est synonyme d'angoisse et d'incertitude. Derrière les listes d'attente, les refus et les classements se cache une réalité : celle d'un enseignement supérieur aujourd'hui incapable d'accueillir l'ensemble des jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études et de garantir des conditions d'études dignes.

Chaque année, des milliers d'étudiants ayant pourtant validé le baccalauréat ou leur licence se retrouvent dans des filières par défaut, voire sans aucune solution. Cette situation résulte directement d'un manque criant de planification qui se traduit par une pénurie de places dans les universités, mais aussi de débouchés vers des emplois qualifiés.

L'accès aux études supérieures ne devrait dépendre ni de l'origine sociale, ni de la maîtrise des codes de la sélection, ni de candidatures envoyées par dépit. Chacun doit pouvoir accéder à une formation qui correspond à son projet de vie et étudier dans des conditions dignes.

La sélection renforce le tri social face aux conditions de vie étudiantes. Comment choisir librement ses études et construire son parcours professionnel lorsque le prix des loyers explose et que les



dépenses du quotidien augmentent ? Ces conditions maintiennent les étudiants dans l'insécurité de la précarité.

C'est précisément parce que nous refusons cette logique de tri social organisé que l'UEC lance une campagne nationale pour l'autonomie étudiante. Nous rejetons une société où l'avenir de la jeunesse



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

est dicté par le manque de moyens et des logiques de concurrence déloyale. Nous revendiquons un plan massif d'investissements dans l'enseignement supérieur pour ouvrir des places supplémentaires, ainsi que la création d'un véritable service public de l'orientation afin d'accompagner les jeunes tout au long de leur parcours. Enfin, nous défendons un projet de société de créations d'emplois qualifiés dans des secteurs stratégiques pour l'avenir scientifique, industriel et écologique du pays. ✪

L'Union des étudiants communistes

Le 8 juin 2026

Pour Cuba, mobilisons-nous le 11 juin !

« La patrie vit des heures cruciales, menacée comme jamais auparavant par l'impérialisme, qui croit une fois de plus pouvoir nous plier et mettre fin à la Révolution. » C'est ainsi que Miguel Diaz-Canel, premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et Président de la République, a décrit l'extrême gravité de la situation à Cuba dans son discours délivré le 5 juin dernier au Théâtre Karl-Marx de La Havane à l'occasion du 95^e anniversaire de Raul Castro et du 65^e anniversaire du ministère de l'Intérieur.

Chaque jour, la direction étatsunienne accable le peuple cubain de nouvelles sanctions. Déjà sous le premier mandat de Donald Trump, l'impérialisme US avait infligé à Cuba 243 nouvelles sanctions, soit une par semaine de mandat. Depuis, un blocus pétrolier total étrangle le peuple cubain, depuis le décret de Trump du 29 janvier dernier. Un seul navire, russe, sur les 40 nécessaires, est parvenu jusque La Havane depuis. Le 1^{er} mai, empêtrée au Moyen-Orient, la Maison-Blanche s'en prend à nouveau à Cuba en étendant l'extraterritorialité des sanctions à toute entreprise et toute entité qui investit à Cuba, même dans le domaine sanitaire. L'ultimatum est parvenu à expiration le 5 juin. Les prétextes avancés sont bien évidemment fallacieux : la place du GAE dans l'économie ou l'ordre

donné en 1996 par Raul Castro d'abattre deux avions d'une organisation contre-révolutionnaire survolant illégalement le territoire cubain (ordre donné après 17 avertissements !).

Cuba a la puissante volonté de ne pas finir comme le Venezuela, où l'impérialisme US a exploité la crise interne et les contradictions du gouvernement Maduro et de la politique vénézuélienne de ces dernières années. Les bases matérielles et politiques internes qui ont rendu possible l'intervention illégale du 3 janvier dernier contre le Venezuela n'existent pas à Cuba.

On voit bien aussi la force donnée par une révolution fondée sur la construction du socialisme dans les conditions et les caractéristiques de Cuba et sur l'exigence de souveraineté nationale, jamais démentie à Cuba. Quel pays capitaliste aurait tenu face à un blocus aussi dur et aussi long ?

Défendre Cuba est au cœur de la politique de solidarité internationale du PCF. Alors que Cuba, depuis 1959, a tant aidé les peuples par l'envoi de missions médicales et éducatives, il est temps d'en faire autant. Nous sommes redevables à Cuba depuis 65 ans. Sauver Cuba aujourd'hui serait un juste retour des choses.

Défendre Cuba, aujourd'hui, c'est défendre la révolution cubaine et le Parti communiste cubain, et les conquêtes déterminantes apportées pour le peu-



ple cubain.

Défendre Cuba, c'est dire stop à Trump et au repliement de l'impérialisme US. Quels seraient les suivants ? Le Groenland ? La France ? Fin mars, le secrétaire à la Défense a formulé la doctrine de « Grande Amérique du Nord » allant du pôle Nord à l'Équateur, y compris les territoires détenus par la France, comme « espace stratégique » des USA. C'est une aggravation brutale de la doctrine Monroe.

Défendre Cuba, c'est défendre le droit international, c'est lutter contre l'extraterritorialité des lois US.

Défendre Cuba, c'est donc un impératif d'intérêt universel pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le 11 juin, le groupe GDR met à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale une proposition de résolution « appelant à une action résolue de la France contre le blocus imposé par les États-Unis au peuple cubain ». Elle demande au gouvernement d'actionner les leviers existant contre l'extraterritorialité des lois US, d'agir résolument pour faire lever le blocus criminel des États-Unis contre Cuba et d'activer pleinement les accords bilatéraux de coopération.

À 14 h nous appelons à un rassemblement devant l'Assemblée nationale. Ensemble, disons « stop au blocus » ! ✪

Vincent Boulet

responsable du secteur international



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA